

Pierre CAHUC, Stéphane CARCILLO, Olivier GALLAND et André ZYLBERBERG, *La Machine à trier : Comment la France divise sa jeunesse*, Paris, Eyrolles, septembre 2011.

### Les deux jeunesses :

Les auteurs entendent établir un « diagnostic précis et argumenté » des difficultés des jeunes. Ils réfutent « l'idée d'un destin commun à une génération » : on aurait tort de se focaliser uniquement sur les inégalités intergénérationnelles.

L'ouvrage « stigmatise le rôle exorbitant du diplôme dans l'insertion professionnelle ». Le niveau de qualification requis pour entrer sur le marché du travail s'est élevé et **l'absence de diplôme est devenue « un handicap de plus en plus incontournable »**. « Au début des années 1970, le risque d'être au chômage pour les jeunes non diplômés était 1,5 fois plus élevé que celui des autres jeunes. Depuis le début des années 1990, il est devenu pratiquement 2,5 fois plus élevé »<sup>1</sup>. **Cette césure entre jeunes diplômés et non-diplômés s'accroît.**

Les jeunes les plus défavorisés en ressentent une frustration qui remet en question leur sentiment d'appartenance à la société. Elle nourrit leur défiance envers la démocratie et la tentation de la radicalité.

### Les facteurs explicatifs :

#### « L'école au cœur de la machine à trier » :

- Notre **système scolaire** est trop tourné vers la sélection ; il reste « une machine à trier, produisant de l'échec en abondance », du fait d'une « **orientation par l'échec**, des méthodes pédagogiques [verticales] qui alimentent la défiance et la toute-puissance du classement ».

- Ensuite, **notre marché du travail** amplifie les inégalités scolaires et ne cesse de renforcer le clivage entre *insiders* (bénéficiant de contrats protecteurs) et *outsiders* (soumis à des emplois instables)<sup>2</sup>. Après trois ans de vie active, « le taux de chômage des sans-diplômes s'élève à 30 %, soit trois fois plus que celui des titulaires d'une maîtrise et dix fois plus que celui des anciens élèves d'une école de commerce ou d'ingénieur ». Les trois quarts des diplômés du supérieur sont en CDI trois ans après la fin de leurs études, contre environ un tiers des sans-diplômes. Aujourd'hui, les CDD représentent plus de 90 % des embauches.

**L'effet du niveau d'études sur l'accès à l'emploi et sur la qualité des emplois occupés est décisif.** Or, depuis 1998, environ 15 % des jeunes sortent du système éducatif sans diplôme (avec une aggravation récente : 18 % en 2007). Leur situation s'est encore dégradée avec la crise financière de 2008.

Les auteurs parlent d'une « **triple peine** » : les jeunes éliminés par l'école ont ensuite très peu de chance d'obtenir un emploi stable et, comme ils ne sont pas éligibles au RSA<sup>3</sup> avant 25 ans, ils n'ont ni ressources, ni aides suffisantes pour s'intégrer dans le monde du travail dans des conditions satisfaisantes.

A l'école, aucun dispositif d'envergure ne permet d'aider suffisamment tôt les enfants issus des familles défavorisées. Les auteurs considèrent que pour les aider, on s'est trop longtemps contenté de créer des emplois subventionnés dans le secteur public (mesures trop coûteuses, qui n'offrent « à terme, aucune perspective réelle d'amélioration du sort de leurs bénéficiaires »).

---

<sup>1</sup> Fin 2010, le taux de chômage des 15-24 ans atteignait 24 % contre 8,5 % pour les 25-49 ans. Le rapport est de un à trois, contre un à deux dans les années 1990. En 2009, le taux de chômage des jeunes n'était « que » d'une fois et demie celui des adultes en Allemagne. En France, le chômage des jeunes est aussi plus sensible à la conjoncture que dans les autres pays comparables de l'OCDE. Le chômage y est aussi plus stigmatisant qu'ailleurs.

<sup>2</sup> Comme pour les pays du sud de l'Europe, on a un « marché du travail très segmenté qui concentre l'essentiel de la flexibilité sur les entrants ».

<sup>3</sup> Revenu de solidarité active.

**L'alternance** aboutit à de meilleurs résultats, cependant elle suppose un certain niveau de compétences fondamentales que les plus défavorisés n'ont pas. « **Les moyens consacrés aux politiques en faveur de la jeunesse sont largement insuffisants et trop mal orientés pour parvenir à faire dévier significativement le cours des choses** ».

Les auteurs indiquent également que les politiques de formation professionnelle sont insuffisantes : les jeunes non qualifiés sont ceux qui en profitent le moins. De même, pour trouver un emploi, un jeune sans qualification a besoin d'être suivi et conseillé de manière intensive<sup>4</sup>.

**L'accès des jeunes à la sphère politique est encore plus problématique** : « comment les jeunes pourraient-ils avoir l'oreille de notables au moins deux ou trois fois plus âgés qu'eux et qui organisent leur survie politique grâce au cumul des mandats, évinçant *de facto* les nouveaux arrivants ? ».

Selon les auteurs, « la partie la plus défavorisée de la jeunesse est laissée en déshérence », mais surtout les forces politiques (avec des justifications différentes) acceptent cette situation comme « une fatalité contre laquelle on ne peut pas grand-chose ». « La thématique du mérite, d'un côté, l'obsession du déclassement des diplômés, de l'autre, constituent des arguments tout trouvés pour se désintéresser du sort de ceux qui échouent. On se préoccupe ainsi plus du sort des enfants des classes moyennes et des étudiants ».

Contre cette fatalité, les auteurs, s'inspirant des exemples à l'étranger, proposent une réforme en profondeur de l'école, du marché du travail et des aides sociales en faveur des jeunes.

N.H.

---

<sup>4</sup> De nombreux pays étrangers consacrent des moyens considérables à cette activité.